

Entretien Avec Gilbert Naccache

« Ce ne sont pas les individus qui comptent, ... le projet (des coopératives), ayant été construit non pas sur la base d'une vision économique mais sur la base d'une vision sociale, ne pouvait qu'échouer. »

Interviewé par : Habib Ayeb





Observatoire de la Souveraineté Alimentaire - OSAE

Mail : osae.marsad@gmail.com

Site : www.osae-marsad.org

Entretien Avec Gilbert Naccache¹ :

« Ce ne sont pas les individus qui comptent, ... le projet (des coopératives), ayant été construit non pas sur la base d'une vision économique mais sur la base d'une vision sociale, ne pouvait qu'échouer. »

Gilbert Naccache :** Enfin, on va parler de choses importantes. Très importantes parce qu'en réalité, la politique agricole, dans un pays comme la Tunisie qui venait d'être indépendante, c'est fondamental, c'est ce qui a tout déterminé. Personne ne s'en doute, les gens croient que ce sont les discours qui ont déterminé telle ou telle personne, les influences, alors qu'en réalité, c'est la politique agricole qui a été la base de tout. Je m'explique. La Tunisie était un pays « en retard », c'est-à-dire dans lequel les contradictions sociales étaient doubles. Il y avait les contradictions venant du système moderne capitaliste colonialiste qui étaient installées par-dessus la société, et il y avait les contradictions inhérentes au système semi-féodal qui préexistait et qui n'avait pas été touchées par le nouveau système en dehors de préoccupations commerciales. Par conséquent, le problème pour la Tunisie indépendante, c'était d'abord d'unifier le système agricole.

Deuxièmement, on aurait dû prévoir que cette unification se fasse dans le sens du progrès, d'un changement favorable à la population qui permette de faire face aux problèmes alimentaires futurs parce qu'à l'indépendance la population totale de la Tunisie n'excédait pas 3 millions de personnes et ce que produisait le pays était largement suffisant. D'autant plus qu'il y en avait une bonne partie qui ne mangeait pas beaucoup. Il aurait fallu poser le problème de l'agriculture comme un problème central.

Unifier, ça veut dire qu'il fallait en finir avec le système colonial et le système traditionnel. Il fallait trouver un mode d'exploitation agricole qui ne soit pas unique, mais compatible avec les différentes régions, les traditions, et surtout avec le progrès de la population qui venait de lutter pour son indépendance. Il fallait aussi réfléchir à un mode de vie meilleur, cette population avait des demandes très pressantes qu'il fallait satisfaire. Le nouveau gouvernement, au moment de prendre les rênes du pouvoir en 1956, ignore tout de ce qu'est un pays. Il ignore comment gérer un pays, comment développer un pays,

1 - Entretien - Gilbert Naccache - Juillet 2019

Observatoire de la Souveraineté Alimentaire (OSAE) - www.osae-marsad.org

comment gérer l'économie. Donc, la première période est une période de laisser-aller complet. Le gouvernement tunisien essaye de tenir, de mettre son empreinte sur le pays et ça commence par une guerre civile avec Ben Youssef qui écarte les possibilités de réflexion sur d'autres problèmes. Le premier problème, c'est conquérir le pouvoir et le garder. Par conséquent, on fait passer les problèmes politiques au premier plan. Les problèmes de clan, de liaisons internationales en fonction de liens que chaque clan avait, en fonction aussi des problèmes de l'époque, c'est-à-dire la guerre d'Algérie, les réfugiés algériens en Tunisie etc... c'est ce qui est au centre des discussions. On posait un certain nombre de problèmes politiques mais, en ce qui concerne l'économie, il n'y avait pas de questionnement.

Donc au départ, on a laissé faire. Ensuite, vers les années 1958, on s'est aperçu que ça n'allait pas. L'argent foutait le camp, tous les capitaux partaient, ceux qui gagnaient un peu d'argent l'envoyaient à l'étranger. On s'est dit : on va faire une monnaie nationale. On demande à des experts internationaux et à des pays étrangers une aide. On s'aperçoit que l'aide française est une aide douteuse. On se méfie des Français parce qu'ils sont trop engagés dans les structures financières du pays et risquent de ne pas aller assez vite. Donc, on se tourne vers les Américains qui aident la Tunisie à créer sa monnaie, le dinar, et à créer sa banque centrale. Avoir de la monnaie c'est très bien mais pour en faire quoi ? Le gouvernement a balbutié, a nationalisé des banques qui existaient : la compagnie algérienne est devenue la banque de Tunisie, la banque populaire est devenue la STB et ainsi de suite. On a la monnaie, on a une banque centrale, on a un système. Et après ? Après on continue comme avant : on continue à exporter des matières premières, on vend du phosphate, un peu de minerai de fer de Jerissa et surtout on exporte des céréales. Comme c'étaient les colons français les gros producteurs et les gros exportateurs, le gouvernement continue à faire pareil. Le peuple tunisien n'est pas très content, et il commence à y avoir des regains d'activités d'anciens éléments yousséfistes qui avaient été battus. Ces éléments yousséfistes avaient été réprimés de façon assez féroce au début de l'indépendance, ils ont perdu la bataille parce qu'il y a eu un miracle. Bourguiba était minoritaire au sein du Néo Destour en 1956 et le secrétariat général était aux mains de Ben Youssef. Bourguiba tenait le Sahel et des petites régions mais était très minoritaire. Il appelle à un congrès et là, il y a l'alliance providentielle de l'UGTT, le syndicat, avec lui. Cette alliance, il l'a payée par des promesses sur le programme économique de l'UGTT. Bourguiba feint d'accepter ce programme, tout en disant : la priorité des priorités c'est la consolidation de l'État et la généralisation de l'empreinte de l'État sur le pays. On avait, avant l'indépendance, toute la région du sud qui était sous juridiction militaire française. Elle ne dépendait pas de l'autorité du protectorat mais de l'armée.

Ça veut dire qu'il y avait une séparation dans les régimes : il y avait des disparités régionales, tribales, il fallait mettre de l'ordre dans tout ça. Donc Ben Salah, qui était à l'époque secrétaire général de l'UGTT, accepte. L'UGTT fournit les principaux combattants anti-yousséfiste. Dans les villes, c'est eux qui fournissent les milices qui vont combattre les yousséfistes et permettre à Bourguiba de s'installer durablement.

Il faut rappeler que les syndicats en Tunisie datent d'à peu près 1920 et que les premiers syndicats étaient rattachés à la CGT française. Ils étaient acceptés par les autorités coloniales. Ces syndicats, au début, avaient beaucoup de sections chez les fonctionnaires français, italiens et juifs en général et dans l'instruction publique en particulier. Ils avaient aussi beaucoup d'adhérents chez les tramainots (les employés du tram), et à la CFT (Compagnie Ferroviaire Tunisienne) de même que beaucoup de présences dans les mines. Avec les mines, on a affaire à des employés essentiellement tunisiens alors que les autres jusqu'à présent ne le sont pas. La CGT meurt avec le départ de Mohamed Ali El Hammi suite aux manœuvres du protectorat et renaît dans les années 34/36 pour, en 38, devenir une force syndicale réelle. Elle s'appelle à ce moment-là l'USTT (Union des syndicats de Travailleurs Tunisiens). Elle est toujours essentiellement composée d'Européens, tous les cadres ou presque sont européens mais elle a de plus en plus d'adhérents tunisiens. Elle domine absolument les mines, les chemins de fer et les tramainots mais également la direction de l'instruction publique et les fonctionnaires d'une façon générale. A ce moment-là, et depuis la fin des années 30, se sont créés 2 syndicats indépendants qui donneront par la suite l'UGTT. Un syndicat du nord-ouest (de Bizerte à Tabarka) et un syndicat du centre sud (fort surtout à Sfax) commencent à recruter essentiellement des dockers, ils vont dominer très rapidement les ports tout en recrutant dans les milieux d'employés publics tunisiens des grands travaux. Ils commencent à entrer dans la fonction publique dans la mesure où, à la fin de la période de protectorat, il commence à y avoir de plus en plus de fonctionnaires tunisiens et d'enseignants tunisiens, et en particulier Ben Salah, qui était professeur adjoint (il n'a jamais eu sa licence complète), Filali qui était professeur d'arabe au lycée Carnot et d'autres. En 45, c'est le moment où l'USTT adhère à la Fédération Syndicale Mondiale liée aux communistes, et Farhat Hached prend contact avec la CISL et y fait adhérer les syndicats non communistes après les avoir unifiés (c'est l'UGTT). On a deux syndicats, un syndicat cryptocommuniste et un syndicat cryptocapitaliste. Après l'assassinat de Farhat Hached, les gens qui montent sont les deux anciens leaders syndicaux Ahmed Tleli pour le syndicat du nord et Habib Achour pour le syndicat du sud, ainsi que les enseignants qui étaient les idéologues du mouvement et qui prennent une place très importante au point que Ahmed Ben Salah est nommé secrétaire général par intérim. Il n'est

pas encore élu, il est coopté un moment donné et s'occupe de réorganiser le bureau exécutif pour qu'il soit à son image.

Ce sont les syndicalistes qui étaient libres qui ont nommé ces gens-là. Farhat Hached venait d'être tué et Ahmed Tleli était en prison, Habib Achour était en fuite donc on a pris ce qu'on avait. Or, ce qu'on avait c'étaient des gens qui étaient impliqués dans la lutte nationale parce que Tleli était déjà dans l'organisation des milices anti-françaises. En gros, le terrorisme à Tunis est organisé par les militants de l'UGTT.

Mais, il y a une chose bizarre qui se prépare c'est que parmi les terroristes il y a une très forte proportion qui fait partie de la pègre. Or, la pègre est divisée en deux : d'un côté, ceux qui ont rejoint le terrorisme nationaliste et de l'autre ceux qui ont rejoint le terrorisme anti-tunisien, c'est-à-dire les organisations spéciales de la police française. Bien entendu, par la suite, la pègre pro-française va disparaître (elle sera éliminée par les autres ou partira en France et installera des centres très actifs dans d'autres pays) et la pègre tunisienne gagne les organismes de répression tunisien. Ces gens-là, on ne savait pas quoi en faire. On ne pouvait pas les laisser travailler comme ils faisaient avant parce que ce n'était pas normal. Donc, on leur donne des places de gardiens de prison, de policiers, d'adjoints d'administration locale... Nous avons donc d'un côté la police qui est en grande partie constituée d'anciens membres de la pègre qui sont chapotés par d'anciens militants de l'UGTT.

Ainsi, au moment de l'arrivée des Algériens en Tunisie dont le nombre s'élève très vite à 300 000 réfugiés, il va falloir surveiller ça. Ahmed Tleli est nommé représentant du Destour auprès du FLN. En réalité, c'est le flic suprême. Il est le flic chargé de surveiller l'UGTT, il met en place la première structure de police politique qui surveille les Algériens, mais aussi les Tunisiens qui parlent avec les Algériens. Il travaille en étroite collaboration avec la police de Boussouf qui tenait un tribunal officiel pour le FLN à la Marsa. C'est un tribunal dans lequel les accusés sortaient ou bien dans un cercueil, ou bien avec un billet aller simple pour l'Algérie dans une Wilaya pour se battre, mais en général ils n'arrivaient pas jusque là-bas.

La justice de Boussouf était exemplaire. Donc Tleli travaille à la police. C'est le moment où Habib Achour en profite pour consolider sa présence à l'UGTT, mais il n'est pas encore très présent. Au moment de l'indépendance, c'est Ahmed Ben Salah qui fait force parce qu'il sait parler, il est un très bon tribun, il a un discours cohérent et c'est le seul des tribuns tunisiens nationalistes qui parle de l'avenir et de la construction du pays. Les autres ne parlent que de politique immédiate. C'est quelqu'un qui est écouté. Il permet à Bourguiba de gagner, mais Bourguiba ne laisse pas un type comme ça travailler avec lui. A un

moment donné en 56, avant le Congrès du Destour il y a eu un meeting au Palmarium, organisé par l'UGTT où il y avait deux orateurs, Bourguiba et Ben Salah. Ben Salah, avec l'UGTT et une ébauche de programme économique, a dépassé Bourguiba qui ne se retrouvait pas du tout, et qui a essayé de parler de l'État, de la construction de l'État tandis que Ben Salah parlait de l'avenir de la Tunisie. Bourguiba était conscient du danger que représentaient l'UGTT et Ben Salah. Je ne sais pas si c'est de ce moment-là que date l'hostilité de Bourguiba vis-à-vis de l'UGTT mais en tout cas à partir de là, c'était net, il n'a jamais fait la moindre concession à l'UGTT.

Attention, Bourguiba n'a pas récupéré Ben Salah. Les anciennes fractions du nord-ouest et du sud ont refait une cession au sein de l'UGTT créant ainsi l'UTT (Union Tunisienne du Travail) et l'UGTT. Ces deux organisations n'ont pas laissé de place aux anciens membres du bureau exécutif, ce qui fait que Ben Salah a été exclu en octobre 56 de l'UGTT. Bourguiba, en grand prince, le récupère comme ministre 2 mois après. En tant que ministre de la santé au départ. On va se retrouver à l'aube des années 60 avec un pays complètement désorienté, où les progrès de l'administration régionale, de l'administration de la police, des institutions d'encadrement ont été très grands, mais c'est tout. Les gens sont très mécontents et en plus, se greffe dessus un certain nombre de scandales dont celui qui avait fait le plus grand bruit à l'époque, une histoire d'huile frelatée dans laquelle étaient impliqués un ministre, Mohamed Masmoudi et le gouverneur de la Banque Centrale Hédi Nouria. Les gens bouillonnaient. Bourguiba a l'idée géniale de résoudre le problème sur le plan politique. Il va donc préparer apparemment une offensive importante contre la France, mais avec l'accord de la France. En 60, Bourguiba va se rendre à Colombey-les-Deux-Eglises et rencontrer le Général de Gaulle. Ils discutent pendant très longtemps et à la sortie, Bourguiba dit à Masmoudi : *ça y est, je l'ai convaincu !* Et De Gaulle déclare à son ordonnance : *mais qu'est-ce que c'est que ce marchand de tapis ?*

Ils ne s'étaient pas du tout accordés. Sur la base de ce qui s'était passé à Colombey-les-Deux-Eglises, Bourguiba lance l'opération de Bizerte. Provocation française ou tunisienne, on ne sait pas très bien. Mais une histoire de mur de l'Ambassade va dégénérer en conflit à Bizerte.

Le conflit de Bizerte en cache un autre qui, pour Bourguiba, est beaucoup plus important. Nous sommes à la veille de l'indépendance de l'Algérie et on a découvert le pétrole dans le Sahara qui va être donné aux algériens. Bourguiba veut qu'on modifie un peu la frontière avec l'Algérie pour que rentre dans la partie tunisienne un gisement qui existe à la borne 233. Au moment où se déclenche les manifestations à Bizerte, il attaque la base militaire à la borne 233 par surprise car De Gaulle ne s'en rappelait plus. C'est une attaque

foudroyante avec une victoire totale. Cependant, le lendemain les avions français arrivent et la victoire se mue en débandade. Pendant ce temps-là, on sait comment ça s'est passé à Bizerte. Ce n'était pas du tout une négociation, les Français ont tenu bon. On se demande si l'une des raisons pour lesquelles ils ont tenu bon était parce qu'ils étaient en train de démanteler toutes leurs installations souterraines. Ils avaient des installations souterraines qui liaient entre elles des grottes énormes au-dessous des casernes françaises, avec des liaisons entre elles. En principe, la France avait préparé ça pour stocker des armes atomiques en cas de conflit avec le camp de l'Est mais De Gaulle était sorti de l'OTAN et n'en avait plus besoin.

En tout cas, on ne sait pas ce qu'il en est aujourd'hui. On sait que les Français ont démantelé une partie, mais on ne sait pas le reste. Bref, Bizerte est une catastrophe, les Tunisiens sont outrés, les militaires tunisiens sont indignés parce qu'on n'a pas utilisé l'armée, en dehors de la garnison de Bizerte qui a eu des pertes importantes. Les soldats s'interrogent : mais à quoi on sert ? Les yousséfistes se reconstituent ainsi des groupes qui n'avaient pas d'idéologie particulière mais qui étaient mécontents. Et ils préparent un coup d'Etat pour le début de 62. Entre temps, Bourguiba a vu que ça n'allait pas, il change de politique. Il déclare : « Je n'ai jamais été d'accord avec l'Est, mais il y a des choses de l'Est qui sont utilisables, donc on va faire un plan ». Qui va s'occuper du plan ? Ben Salah, en 61, après Bizerte, va ressortir le plan de l'UGTT, qu'il va améliorer avec l'aide de Guy Destaint de Bernis, qui va être son conseiller occulte pendant presque toute sa carrière. On va s'engager dans la planification et on prépare d'abord un plan à long terme, *Les perspectives décennales*. Entre temps, on a liquidé le complot, on a tué et emprisonné les gens dangereux, et interdit toute activité politique non destourienne. On avait déjà fait en 58, sous Mahmoud Messadi, des perspectives décennales de l'éducation, qui étaient un plan de généralisation de l'éducation obligatoire. Le grand problème de ce plan d'éducation c'est que tous les cadres du Neo-Destour étaient des Sadikiens, c'est-à-dire des gens formés en bilingue, français et arabe littéraire. Ce qui était formidable, c'est que leur chef, Bourguiba, qui était aussi Sadikien, ne faisait ses discours qu'en arabe tunisien. Mais il n'a jamais osé dire : il faut que l'arabe tunisien devienne langue nationale. Donc on a vécu tout le temps avec cette hérésie d'une langue nationale littéraire que ne parlaient pas les gens et un 'dialecte' disait-on à l'époque, une langue parlée par tout le monde, mais qu'on n'utilisait absolument pas dans la vie officielle.

L'enseignement a été réformé sur cette base. Il fallait que le français soit très important, mais aussi l'arabe classique. Or, qui formait des gens comme ça ? Les Sadikiens. La réforme de 58 va donc être une réforme qui va généraliser l'enseignement sadikien à toute la Tunisie. Mais cet enseignement était un enseignement d'élite réservé aux gens qui avaient de l'argent et surtout aux

gens qui avaient un certain niveau économique. Pour généraliser cela à tout un pays, il aurait fallu avoir des enseignants, des programmes, de la littérature, des classes et un encadrement. On n'avait pas ça, mais on a quand même fait la réforme et cette dernière a été critiquée. Les gens ont râlé en disant : le niveau de langue baisse ! Mais ce n'était pas vrai parce que sur toute la population tunisienne, ceux qui avaient fourni les bons élèves sadikiens, fournissaient toujours ces élèves, qui avaient les mêmes capacités ! Sur l'ensemble, il y avait donc un pourcentage très faible de bons élèves, mais il y avait quand même plus de bons élèves qu'il n'y en avait avant. Donc, globalement, le pays progressait.

On arrive, dans les perspectives décennales, à vouloir intervenir dans l'agriculture. Il s'était passé, entre 58 et 61, un premier changement dans l'agriculture du nord. Les Tunisiens ont racheté les terres d'une partie des colons. C'était en tout 300 000 hectares. C'était un rachat et on a ainsi agrandi les terres domaniales. Ces dernières comptaient tout d'abord un premier noyau français de terres domaniales, c'est-à-dire les terres arrachées aux forêts. Ensuite, les terres qui faisaient partie auparavant des fondations Habous qui ont été nationalisées et qui ont intégré les terres domaniales. Autrement dit, il devait y avoir au début des années 60, 700 000 hectares de terres domaniales, dont 350 000 étaient d'anciennes terres coloniales et 350 000 hectares des terres des fondations Habous, c'est à dire des terres cultivées par des fondations religieuses.

Là va se poser un gros problème. Quand vous voulez faire une réforme économique ? Qu'est-ce qui passe d'abord ? Est-ce que c'est le modèle d'institution et de rapport entre les gens ou le type d'organisation de la production ? Ben Salah, qui est un intellectuel d'origine sahéenne donc d'origine petite bourgeoisie commerçante, ignore tout de l'agriculture céréalière. Il a fait passer bien entendu l'idéologie devant le pragmatisme et l'important pour lui c'est que l'on va créer un secteur nouveau, *coopératif*. Qu'est-ce que ce qu'on va faire avec ce secteur, comment va-t-il produire ? Aucune réponse. Et donc, on va s'engager, après des recherches, à faire venir un éminent agronome français qui a fait une expérience intéressante au Maroc. L'expérience s'appelait le paysannat marocain, et elle avait échoué complètement. Il expose son projet, qui consiste à prendre les terres des colons, leur adjoindre toutes les terres autour, issues des petits paysans, et faire une coopérative avec ça. L'agronome français s'appelait Cherel², et il propose quoi ? Un système, qui s'apparente dans le fond au système colonial.

Autrement dit, avec le système colonial, le colon possède un noyau de terres et tous les ans, il va louer aux petits paysans qui sont autour une partie de leurs terres pour agrandir son noyau initial. Il va payer le paysan un peu en argent,

beaucoup en les faisant travailler pendant les saisons et en partie en permettant aux paysans de faire paître leurs troupeaux dans les champs après la récolte. Donc, pour le colon, c'était un agrandissement qui permettait presque de doubler la superficie cultivée, pour pratiquement rien. Ce qu'il payait en salaire était l'équivalent de ce qu'il aurait dû payer en location. Donc ce gars-là, qui avait des tarifs d'achat préférentiels du gouvernement français, gagnait tout l'argent qu'il voulait. Au point que deux ou trois colons de la région de Béja avaient des terrains d'atterrissage pour leurs avions privés.

Mais supposons qu'on va avoir autre chose, qu'on a le même noyau qu'avant, les mêmes terres autour mais que tout ça appartient à la coopérative, c'est-à-dire à 70 ou 75 personnes. En supposant qu'on garde les rendements d'avant, il va falloir diviser ça par 70, plus l'encadrement que l'Etat va apporter à ça, plus tous les investissements qu'on va faire. Entre autres investissements y ajouter ce qu'on va donner pour dédommager les petits agriculteurs, parce qu'avec les traditions de l'héritage des tunisiens, très vite un lopin de terre va être divisé en 300 ou 400 héritiers. Ce qui était au départ des parcelles de deux hectares va devenir des toutes petites parcelles.

Mais on n'a pas encore fini de comprendre ce qu'est la coopérative. Elle est la même chose que le colon mais avec beaucoup plus de monde. Et avec beaucoup plus de monde autour qui a des droits il faut désigner les coopérateurs. Qui va choisir ? Les autorités régionales. Par conséquent, parmi les coopérateurs, on va choisir les fidèles, les délateurs, des gens qui sont d'autres régions mais qui sont de la clientèle du bonhomme, et on va chasser tous les autres. Qu'est-ce qu'on va en faire ? Ben Salah dit : ce n'est pas grave, l'industrie va démarrer et ceux-là, ils vont rentrer dans l'industrie. Ça ressemble beaucoup à quelque chose qu'on a déjà vu en Europe. L'agriculture a fourni la majorité de la classe ouvrière des pays européens et de l'Amérique. Ainsi, on est passé d'une agriculture relativement intensive à une agriculture beaucoup plus extensive avec beaucoup moins de personnes.

Ben Salah n'était pas conscient qu'il voulait des coopératives et qu'il faisait la réforme des enclosures anglaises, qu'il chassait les paysans de la terre et était en train de réduire la paysannerie au niveau du nombre. Mais attention ! il allait la réduire pour en faire quoi ? Pour en faire une classe qui allait produire de l'agriculture moderne, d'un côté, et une classe de paysans sans terre à la recherche d'emplois dans les villes. Il n'a jamais compris ça. Et encore aujourd'hui, il vous dira, Bourguiba a saboté son projet parce que c'était un projet socialiste. Il n'a aucune idée de ce que ça voulait dire.

Une agriculture moderne, c'est quoi ? C'est une agriculture intensive basée sur le dryfarming. C'est-à-dire qu'on avait des tracteurs et qu'on perdait à peu près

3 hectares par groupe de 50 hectares chaque année. C'est une agriculture comme avaient fait les français. Les français s'en foutaient des terres et prenaient des forêts pour les raser et ils augmentaient comme ça leurs terres. Le dryfarming est une agriculture extensive avec un gaspillage énorme de terres. On va donc faire du dryfarming et pour ce faire, il faut avoir des tracteurs. Pour avoir des tracteurs, il faut en acheter. Entre 62 et 64, la Tunisie a acheté 50 000 tracteurs d'Angleterre (Massey Ferguson) et d'Amérique (Harris). Elle a acheté 5 000 ou 6 000 moissonneuses batteuses et une quantité énorme de petit matériel agricole. Heureusement pour nous, ils ne se sont pas trop occupés des périmètres irrigués parce qu'ils avaient déjà commencé avec l'opération de la mise en valeur de la Medjerda.

Ça fait partie des tentatives du gouvernement, aidé par les Américains, de développer des cultures maraichères près des villes. On avait donc des périmètres irrigués et on avait commencé à acheter aux Américains cette fois-ci du matériel d'irrigation, des tuyaux, des *sprinkels*, etc. Heureusement, on n'a pas équipé les périmètres irrigués. Ça coute un bras... Mais ça ressemble à quelque chose tout ça. L'exclusion d'une partie de la population de l'agriculture, l'entrée de l'autre dans le marché capitaliste international et local, parce que maintenant on va se mettre à vendre à l'Office des Céréales. On ne vend plus le blé dans des magasins ou dans des marchés, non ! On va vendre à un organisme centralisé qui va tout acheter. C'est une véritable révolution industrielle qui se fait, mais sans l'industrie, qui se prépare. Sur cela, Ben Salah n'a rien compris.

Mes collègues et moi, nous n'étions pas nombreux. Nous étions 4 ou 5 ingénieurs et quelques agents techniques. On avait d'ailleurs fait un syndicat. En gros, on disait : ça ne va pas. Ça ne va pas, parce que c'est clair que les proportions ne permettent pas de faire vivre tous ces gens-là. Attention, il s'agit du nord seulement. Ça n'allait pas et on revenait avec nos idées sur l'agriculture chinoise, sur les investissements humains et on disait : surtout pas d'achat à l'extérieur ! D'ailleurs on rejoignait notre professeur Dumont qui disait à l'époque que lorsque l'on fait un budget, normalement il faudrait le faire en comptant les achats de matériel à l'extérieur le double de la monnaie locale. C'est-à-dire que même si on achète pour 1 dinar il faut compter 2 dinars. Mais eux comptaient plutôt un demi-dinar parce qu'ils notaient la marge de corruption.

Donc nous sommes devenus des clients du grand capitalisme international. Nous, on disait non ! Pas de ça, pas de grosses entreprises ! C'est très mauvais de rentrer les petits paysans dans un système qui va les écraser, il faut les faire évoluer eux à partir de leurs ressources et leur apprendre à utiliser ces ressources pour travailler sur les champs des domaines, mais en ouvrier, pas

en coopérateur. Donc ils viennent, ils travaillent, ils sont payés, ils s'en vont. Il n'était pas question qu'on leur dise quoi que ce soit sur la coopérative.

Habib Ayeb : *Ahmed Ben Salah, il avait un réel mépris pour les paysans ?*

Il avait un réel mépris pour tout le monde !

H.A : *Mais particulièrement pour les paysans, quand il parle de changer les structures mentales, il parlait des paysans ?*

Ben Salah était complètement auto-centré ! Il ne pensait à rien d'autre qu'à lui-même, qu'à son succès. C'est idiot de dire qu'il méprisait telle ou telle catégorie puisqu'il les méprisait tous ! Il méprisait les gens avec qui il travaillait ! Il méprisait tout le monde.

H.A : *Parce que lui se considérait comme le chantre de la modernité ?*

De la modernité, de l'intelligence et le créateur du nouveau syndicat. D'ailleurs en 64, il va créer les cellules professionnelles qui ont pour but de liquider le syndicat. Ce ne sont pas les individus qui comptent mais le projet ayant été construit, non pas sur la base d'une vision économique mais, sur la base d'une vision sociale ne pouvait qu'échouer. Tu ne commences pas à changer les structures sociales sans changer les structures économiques. Exemple, on construit des villages coopératifs faits avec des maisons qui sont faites sur un plan unique en béton, le sol est couvert de carrelage, il y a un coin cuisine et un coin salle à manger. On va louer ça à des coopérateurs qui sont à l'origine des paysans, qui avaient des maisons en terre battue recouvertes de chaume, qui avaient le *kanoun* dehors devant la maison, qui dormaient sur des nattes et des peaux de moutons, et on va venir leur dire : fini tout ça. D'abord la chasse d'eau et les toilettes, ensuite le lit, ensuite la table et les chaises et ensuite la cuisine. Il faut désormais acheter du Butagaz. On passe d'un mode de vie « rustique » à un mode de vie « moderne ».

On dit au gens : vous paierez 5 dinars par mois pour la maison. Or, 5 dinars par mois, ils ne les avaient pas ! Donc, ce n'est pas seulement du mépris c'est de l'ignorance totale ! Il ne savait pas que ces gens-là avaient des maisons qu'on appelait des gourbis, qui étaient idéales pour eux. Elles étaient fraîches en été et chaude en hiver, ce qui leur permettait de vivre relativement confortablement et surtout, à proximité de leurs troupeaux et de leurs champs. Ça ils l'ont pas compris, ils ne se sont même pas posé la question. En 63, avec mon collègue Slah Amami, qui avait fait agro avec moi, nous avons réalisé un reportage sur les coopératives pour la revue du Ministère de l'Agriculture. La revue a été arrêtée, parce qu'on citait les coopérateurs qui disaient : nous on

n'a rien contre les coopératives, c'est bien qu'on nous donne du travail, mais on ne voit pas ce que ça va rapporter, on nous donne des ordres, on exécute et puis c'est tout. Donc, la politique agricole à ce moment-là, c'était de faire de l'agriculture tunisienne une agriculture coloniale. Mais pour ça, il fallait d'autres terres.

Or, à cette époque, les colons disposent encore de 800 000 hectares de terres. Et puis brusquement il se passe quelque chose de très embêtant pour le gouvernement tunisien. Les Algériens nationalisent les terres des colons et proclament ces terres comme collectives, socialistes. Et ils donnent les terres à gérer aux ouvriers. « On ne va pas se faire battre en nationalisme par les algériens ! » Donc on nationalise les terres en Tunisie. D'autant plus que ça n'allait pas très bien avec les Français depuis Bizerte. On nationalise les terres. Du coup, on a 800 000 hectares de plus à mettre dans la cagnotte. A ce moment-là, on commence à généraliser, et puis ça ne suffit pas, on s'aperçoit qu'il y a des grands propriétaires tunisiens qui ont des terres et qui travaillent comme les colons. En 68, on fait entrer tout le monde dans les coopératives.

Un mot quand même sur ce que sont les agriculteurs. L'union générale des agriculteurs de Tunisie, qui existait avant l'indépendance, est constituée de deux branches. La branche française et la branche tunisienne. Les Tunisiens qui ont gardé le nom par la suite, ont soutenu Ben Youssef. C'étaient des grands propriétaires qui n'avaient qu'un seul but, garder la structure coloniale de leur exploitation et les liens avec le marché français. C'étaient des gens dangereux. A partir de là, Bourguiba crée l'Union nationale des agriculteurs. Avec qui ? Avec des gens qui n'avaient jamais fait d'agriculture ! Avec des syndicalistes, avec des gens qui habitaient dans la campagne mais qui n'étaient pas agriculteurs, ce qui fait qu'ils n'ont jamais eu aucune difficulté avec les agriculteurs. Il y avait d'un côté, les agriculteurs officiels, le syndicat officiel et de l'autre côté la masse des gens qui attendaient, chez qui les instincts de révolte étaient matés par les souvenirs de la répression yousséfiste. Donc, il n'y avait aucun porte-parole des coopérateurs, sauf les gens du CERES (Centre d'étude du développement économique et social, qui dépendait de l'Université) qui trouvaient absolument géniale la démocratie constituée par les coopératives.

Il faut ajouter que les coopératives ont suscité la création de structures d'encadrement énormes. D'abord, puisque ces paysans sont des analphabètes, il faut leur administrer des personnes qui les encadrent sur le terrain. Comme par exemple des adjoints techniques retirés de l'administration et qui vont être directeurs de la coopérative. Ils vont leur apprendre à se servir d'un tracteur, d'une moissonneuse-batteuse. Ensuite, on va créer une union locale des coopératives, avec des gens chargés de régler tous les problèmes : les

relations avec la coopérative centrale des semences, l'Office des Céréales, et avec le commissariat agricole, puisque l'agriculture maintenant était dirigée par des commissariats régionaux. Ensuite, ces unions locales étaient regroupées en unions régionales. Encore de la bureaucratie. Et les unions régionales étaient regroupées en une union centrale. Ce qui fait que Ben Salah a créé le cadre, la coopérative, et la bureaucratie qui va diriger ce cadre.

H.A : *On va revenir au début. Quand en 1964, on décide de créer les coopératives, quand on renforce en 64 par la nationalisation des terres coloniales, il y avait quelqu'un qui s'appelait Naccache et qui disait non, il faut redistribuer les terres à des paysans sans terre et des travailleurs. Pourquoi vous appelez à ça ?*

On appelle à ça parce qu'on a une culture minimum en matière de développement par rapport à ce qui s'est passé dans les autres pays. On voyait que l'agriculture chinoise était en train de faire des progrès énormes et que l'agriculture tunisienne reculait.

H.A : *Mais revenons aux coopératives, pourquoi ne pas proposer un autre modèle ?*

Non, on ne pouvait pas choisir un autre modèle parce que Bourguiba ne savait rien. Il ne savait rien sur l'agriculture, il ne savait rien sur l'économie, donc il lui fallait des gens.

H.A : *Mais qui lui a imposé les coopératives si lui ne savait rien ?*

Ahmed Ben Salah, mais parce qu'au moment de lutter contre Ben Youssef, il n'a trouvé qu'Ahmed Ben Salah qui proposait quelque chose pour l'avenir. Tous les autres ne proposaient rien. Or, Ben Salah avait un projet.

H.A : *Donc c'était un choix par défaut ?*

C'est un choix par défaut, bien sûr ! Il n'y a aucun choix qu'a fait la Tunisie qui soit un choix autrement que par défaut. C'est à chaque fois parce qu'on ne pouvait pas faire autrement qu'on a fait ça. La politique hydraulique : on faisait des grands barrages. Ça a commencé sous les français et puis ils sont partis ! Alors il fallait bien continuer. Nos ingénieurs hydrauliciens, géniaux, ont continué ! Pendant des années, ils ont fait de grands barrages sans faire de protection des sols autour des barrages. Ce qui fait que les barrages fabriqués à ce moment-là sont aux trois quarts ensablés. Aujourd'hui on est très content parce que tous les barrages sont pleins mais il faudrait savoir, ils sont pleins de quoi ? Donc, on avait de l'eau et cette eau était destinée à qui ? Normalement,

tu fais un barrage les gens autour reçoivent de l'eau, ils ont de l'eau pour boire, etc. Eh bien non, les gens autour n'avaient pas d'eau. Les barrages avaient des pipelines qui conduisaient l'eau au Sahel. Et les eaux en plein milieu de la Tunisie, au nord de Kairouan, faisaient 300 km pour aller irriguer les productions maraîchères de ce qui deviendra les zones touristiques.

Ça c'est une agriculture purement coloniale. Tu prends de l'eau chez des paysans pauvres, tu dis « les pauvres, ils sont pauvres », tu verses une larme et tu fous le camp avec ton eau.

H.A : *On parle de la consolidation d'un capital agraire ! Ce n'est pas un hasard tout ça, ce n'est pas juste un mépris, c'est pas un accident. Volontairement on va décider de prendre l'eau pour la donner à d'autres régions ou d'autres producteurs. On va prendre la terre des colons et la donner à des coopératives et pas à des paysans... il y a quelque chose à dire là-dessus en termes de choix de modèle économique !*

Mais ils ne le savaient même pas ! Eux, ils croyaient qu'ils avaient choisi le modèle de la coopération, alors qu'en réalité, ils avaient choisi le un modèle de paupérisation, de prolétarianisation de la paysannerie tunisienne. Ils avaient choisi la transformation complète du mode de vie des campagnes de façon que les autorités régionales puissent avoir la possibilité de tout contrôler. Avec les coopératives, c'est fini ! Tu ne peux plus bouger sans qu'on sache tout ! A ce moment-là, Bourguiba est très content, parce que ces coopératives, les conneries subséquentes que Ben Salah impose, l'Office des pêches, les magasins de l'Office des pêches sont généralisés dans toute la Tunisie. Il y a des gens qui n'avaient jamais mangé de poissons de mer et qui se sont mis à en manger. C'est extraordinaire, c'est très beau sur le plan de la transformation idéologique, intellectuelle et morale. Mais ça veut dire quoi ? Ça veut dire que ces gens ils vont recourir de plus en plus à l'argent, à la monnaie frappée par la Banque Centrale pour pouvoir acheter des choses.

On transforme complètement le rapport du Yunisien avec la ville et avec la campagne. Tu parles de 64, nous avons constitué un syndicat au sein du Ministère de l'Agriculture. A l'époque, et encore maintenant, les syndicats peuvent être créés librement. Tu n'as pas besoin d'une autorisation. Simplement, il fallait déposer les statuts, les trucs demandés au gouvernorat. Donc on crée un syndicat pourquoi ? Parce que les agents techniques surtout, mais tous les agents du ministère de l'agriculture, avaient des revendications. Chaque fois qu'ils allaient au syndicat, on les envoyait balader. Donc un certain nombre d'agents techniques nous contactent, essentiellement Slah Amami et moi, en nous demandant comment on fait un syndicat. On leur apporte une

connaissance technique et on découvre la force des revendications et de la volonté de se battre.

H.A : *Connaissances techniques avec un contenu politique ?*

Un contenu politique forcément ! Puisque c'est un syndicat qui va être forcément opposé ! N'oublie pas qu'on avait un syndicat unique, que l'USTT (le syndicat affilié à la FSM) avait volontairement été dissoute dans l'UGTT en 56 et qu'il n'y avait plus qu'un seul syndicat. Faire un syndicat c'était faire une déclaration de guerre ! De guerre au syndicat lui-même et au gouvernement. D'ailleurs ça tombe en 64, vers la fin de l'année dans laquelle le parti a créé des cellules professionnelles pour empêcher les syndicats de travailler. Dans les cellules professionnelles il y avait le ministre et tous les cadres avec les employés et les ouvriers. On fait le syndicat, qui n'est pas interdit. Au début, les gens du syndicat officiel ricanent. Et puis, on fait une tournée sur les lieux des grands travaux pour l'agriculture et surtout des travaux dans les zones irrigables. On recrute plus de 10 000 personnes en 1 mois. On commence à devenir une force.

H.A : *10 000 techniciens ?*

Des chantiers mais des chantiers de l'agriculture donc surtout des ouvriers. Habib Achour nous convoque et nous dit : écoutez, moi je suis prêt à vous accepter à l'UGTT mais unissez-vous avec la Fédération de l'Agriculture. On a répondu : supprime la Fédération de l'Agriculture, reconnais-nous comme représentants de l'agriculture et on rentre à l'UGTT, sinon on reste dehors. On n'a jamais pu finir les négociations qui avaient duré longtemps avec lui parce que Habib Achour a été mis en taule après. Et il y a eu dissolution, enfin disons mise en tutelle de l'UGTT et répression. Le syndicat avait au moment de la nationalisation des terres, proposé que les terres soient attribuées, données au moins en gestion aux travailleurs des terres et aux paysans sans terre à côté. J'avais rédigé un très bel article mais où publier ça ? Il n'y avait plus de journal, la *Tribune du Progrès* était interdite, il n'y avait plus rien. Donc, je dis : je vais aller voir Sayah, directeur de l'Action, journal du Destour et lui demander de publier. Sayah est un charmant garçon qui me reçoit très poliment, qui trouve la proposition très intéressante, il la met soigneusement dans un coin de son bureau, il me parle des qualités de Bourguiba qui travaille 16 heures par jour. Evidemment, l'article n'est jamais publié, on n'en tient pas compte et finalement, on s'estime heureux de ne pas avoir été foutu en taule pour ça. Alors, on est paralysé, il n'y a pas moyen d'agir. Ils continuent à déconner sur la Tunisie du nord, sur les barrages, on va s'occuper de la Tunisie centrale ! On commence à réfléchir d'abord sur ce qu'ils ont fait. On a une situation dans laquelle il y a des terres collectives qui appartiennent en principe à des tribus.

L'Etat a du mal à se retrouver là-dedans parce qu'il se heurte partout aux chefs de tribus ou aux notables. Il n'y a pas moyen... Première trouvaille géniale : on décide que les terres vont être privatisées dans la mesure où elles vont être plantées. La personne qui la plantera sera propriétaire de la terre.

Il y avait un certain nombre de Sahéliens qui louaient ces terres pour venir faire paître des troupeaux qu'ils avaient achetés et qu'ils faisaient vivre sur place. Devant cette aubaine, les Sahéliens plantent des oliviers dans ces zones et deviennent des propriétaires. Les gens des collectivités ont planté un peu, mais ce n'était pas leur habitude. Donc, on a en Tunisie centrale toute une frange qui va venir du Sahel et qui va être la nouvelle population. C'était entre 58 et 60. Mais, comme on sait, le bureaucrate a des ressources, donc il dit : on va leur donner de l'eau. On va faire des sondages partout. On fait des sondages partout mais forcément, il n'y a pas d'eau partout. Donc on va avoir un certain nombre de périmètres irrigués, et là, on va pouvoir planter. Formidable ! Des gens plantent, c'est bien. Mais, les périmètres irrigués, ce n'est rien par rapport aux terres collectives ! Qu'est-ce qu'on va faire ? Heureusement qu'il y a la FAO, la FAO qui a un projet d'étude de l'élevage en Tunisie centrale et qui fabrique avec je ne sais plus qui, un projet d'étude du développement rural intégré de la Tunisie centrale. C'est beau comme titre, hein ?

Les aléas de ma carrière au Ministère de l'Agriculture me font rencontrer la Tunisie Centrale : j'ai commencé au BECOMEV - bureau d'études qui préparait les dossiers des coopératives - où j'étais le seul ingénieur tunisien, qui dépendait du service de la production. Le chef de service, Slah Ben Said, ingénieur agronome et fils d'un « *gaied* » du Sud, collaborateur des autorités militaires françaises et gros propriétaire, avait un conseiller tout puissant survivant de l'administration du protectorat, Monsieur Combremont, ingénieur agricole de je ne sais pas quoi. Il est possesseur d'une ferme à Sbeitla. Autant dire que quand un français avait une ferme à sbeitla, il y avait des oliviers qui donnaient des olives. Ensuite, il y avait monsieur, je ne sais plus comment il s'appelle, un gros lard qui dormait tout le temps, mais qui était propriétaire d'une ferme de Hajeb El Ayoun. Il y avait ensuite un jeune, très sympa, qui était fils de colon. Et enfin il y avait un français qui venait de France, qui n'était possesseur de rien, qui regardait les autres et qui conduisait la voiture quand Cherel, le patron du projet, partait avec lui. Et puis moi je suis venu là-dedans, Cherel a tout fait pour que je prenne des notes pour lui. C'est comme ça... Nous avons un personnel d'encadrement profondément imbibé de la culture paysanne tunisienne. C'étaient tous des colons. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse avec ces gens-là ? Comment veut-on que ces gens-là te fassent un système économique qui ne soit pas colonial ?

Je ne reste pas longtemps – trois mois - au bureau d'étude des coopératives, je suis ensuite passé au centre de recherche du génie rural, géré par une société d'études française, la SCET, où je n'ai rien cherché du tout, je n'avais que le droit de rester dans un bureau dans lequel il y avait à peine des crayons. Gestion normale. Le type de la société me voit et se dit, celui-là il va venir me remplacer. Donc il me met dans un bureau au fond et me donne rien, ne me transmet rien. Finalement le chef de service me donne deux études à faire. Une étude dans la zone de Djougar et une étude dans la zone de Sbiba. On était en 64. Je ne vais pas pouvoir les mener, parce que je n'ai le droit de faire ces études que sur la base de documents écrits. Parce que je n'ai même pas le droit d'avoir une voiture pour aller sur place pour savoir si à Sbiba on plante des poires ou des pommes. Je ne sais pas. J'ai des documents écrits qui disent des choses, qui sont les projets d'études. Quand je demande une voiture on ne m'en donne pas, quand je demande des crédits pour avoir au moins un technicien avec moi pour travailler on ne m'en donne pas. Mais, grande nouveauté, fin 64, c'est la phase finale de la préparation du deuxième plan triennal. A ce moment-là, le chef de service me fait convoquer par son adjoint, un Français. On me demande d'aider à rédiger, sans avoir le droit de changer les dispositions proposées, le texte d'une partie du nouveau plan : je refuse ce travail, au plus du ressort d'un secrétaire... Et je m'en vais...

H.A : *Ça ne posait pas trop de problème, au mois d'août 1964, un discours de Bourguiba à Tozeur, il dit que le modèle colonial c'est le meilleur modèle et qu'on doit le développer.*

Il est d'accord avec mon appréciation... En Tunisie centrale, il crée ce projet. Moi, errant de services en services et rejeté de partout, je finis dans ce projet où je rencontre Monsieur Gharieni, le directeur tunisien, qui avait été auparavant directeur de l'Office de l'Enfida. Il s'étend sur une région qu'on aurait pu appeler Khiereddine, c'est-à-dire l'ensemble des terrains de l'Enfida, sauf ceux vendus aux Français par ce ministre du Bey qui n'avait que le droit d'y percevoir les impôts pour le compte du Bey. Et il touchait aussi les montagnes d'à côté, il fallait mettre ça en valeur : planter, planter, planter, amener de l'eau et c'est tout. Le Gharieni avait quand même pu acheter un immeuble. Alors la chose amusante de ça, c'est qu'il avait acheté un immeuble, qui se situait rue du Caire, à la chanteuse Hassiba Rochdi. Il avait un copain Zarnouni qui un jour lui dit, mais tu es fou ? Ben quoi ? Cette femme te vend un immeuble, on fait des coopératives et toi tu crois que c'est comme ça, gratuit ? Mais c'est parce qu'il va être confisqué ! Vends-le tout de suite ! Et il l'a vendu ! Mais il avait réussi à acheter un immeuble, c'est pas mal quand même, pour un fonctionnaire ! Il faut peut-être dire qu'il se vantait d'avoir été à l'origine de l'élimination complète des chèvres censées détruire les forêts. Il ne parlait pas des conséquences sur la population des zones montagneuses

dont c'était la source principale de revenus Il était là. Et puis, en face de lui, il y avait un étranger, un indien, Krishna Meurti. Très sympa, très gentil, silencieux et qui s'occupait tranquillement d'essayer de faire des choses sérieuses. Il a laissé de côté Gharieni et les deux ingénieurs qui travaillaient en principe pour eux. Il a pris tous les gens de la FAO qui étaient des techniciens qui travaillaient sur les différents aspects et il m'a pris moi quand je suis arrivé. Ils avaient déjà fait l'essentiel du travail technique. On a une carte pédologique, une carte géologique de la Tunisie centrale, une carte phyto-sociologique, c'est-à-dire portant sur les associations végétales, une carte hydraulique, une carte forestière, on a tout ! On a tout sur la Tunisie centrale. Et une carte des migrations des troupeaux. Et on est là avec Metteo. C'est un ingénieur italien qui avait travaillé au Vietnam pendant la guerre du Vietnam.

Extraordinaire le gars ! Il a travaillé en Grèce sur des plantations de coton, les Grecs ne s'y retrouvaient pas, il a été dans le delta du Nil, il a recruté 10 paysans, il les a emmenés avec lui en Grèce, il leur a dit : apprenez-leur comment vous faites. Nous, à Chbika, on avait une parcelle de coton. Une parcelle extraordinaire ! On arrivait là-dedans, on voyait une végétation splendide. Le technicien qui s'en occupait nous disait : oui, la végétation est très belle, pour un mois de juillet ! Metteo répond : mais vous devriez avoir de la végétation en train de mourir pour que les fleurs s'épanouissent ! Bien sûr, les fleurs de coton poussent quand la plante risque de mourir, elle a un réflexe vital, elle met toute son énergie dans la reproduction, donc il ne faut surtout pas lui donner à boire, il faut la laisser mourir de soif ! L'année d'après, ils ont suivi Mateo sur la moitié de la parcelle et ils ont eu du coton alors que sur l'autre ils n'en avaient pas.

Avec lui, on a travaillé... Ce n'est pas vraiment le terrain, c'est pire que le terrain. Le gars arrivait dans un endroit, les paysans du coin l'applaudissaient et disaient Metteo, Metteo ! Il rentrait avec eux, ils discutaient, lui ne parlait pas un mot d'arabe et eux ne comprenaient pas un mot d'italien. Et pourtant, ils se comprenaient. Alors, on a monté ensemble un système dans lequel on a associé l'élevage aux périmètres irrigués et aux cultures de cactus en sec. Le principe est très simple, les périmètres irrigués vont être consacrés aux produits fourragers pour que, lorsqu'en été la sécheresse touche les parcours, tu aies des fourrages à donner aux bêtes. Et avec les cactus en sec tu vas leur donner d'autres fourrages, mais surtout de l'eau. Tes bêtes ne vont pas mourir de soif. Et on avait fait des calculs etc., et en gros, on arrivait avec ce type d'utilisation, non seulement à sauvegarder tout au long des années, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, l'ensemble du troupeau mais surtout à avoir un surplus de mille agneaux de lait qu'on pouvait vendre à l'étranger. Et, surtout, ce qui nous a stupéfait, c'est que les gens du coin avec qui on discutait, étaient d'accord pour qu'ils soient dans une espèce de structure, qu'on n'appelait pas

coopérative, mais une structure commune avec les éleveurs pauvres, ceux à qui ils donnaient en général leur troupeau à conduire dans le nord pour qu'ils ne meurent pas. Ils étaient d'accord pour que tout le monde soit ensemble et applique ensemble le truc.

Ils avaient compris tout de suite qu'avec ce système, ils allaient multiplier leurs ressources. Et on l'a fait, on a créé une coopérative virtuelle puisqu'elle n'avait pas de nom, ni de statut légal, à Hajeb El Ayoun. Vraiment c'était stupéfiant. Metteo passait des heures à expliquer comment on plante la Luzerne, l'irriguer. Et ils ont accepté d'arracher leurs pommiers ! Tu sais ce que ça veut dire arracher le pommier ? Ça veut dire lui substituer de la Luzerne. Ça veut dire substituer une plante qui rapporte 2 millimes par mètre cube d'eau à un arbre qui apporte 15 millimes par mètre cube d'eau. Si on fait ça, ça veut dire qu'on a compris la liaison de tout l'ensemble.

H.A : *Qui était à l'origine de ce changement ?*

Nous ! Metteo et moi, avec la bénédiction de notre dirigeant, enfin, son ignorance totale ! On était complètement en dehors du ministère. Gharieni allait faire des trucs officiels, mais nous on travaillait et on était sur un projet d'étude, donc on exposerait les résultats à la fin de l'étude. On a conçu l'ensemble du truc et on est arrivé à une conclusion. Il ne faut pas chercher les cadres juridiques d'abord et ensuite voir comment on va les meubler. Il faut chercher la possibilité de production accrue et à ce moment-là, les cadres juridiques viendront d'eux-mêmes. Les gens chercheront à faire le cadre qui correspond à la production.

H.A : *Vous n'étiez pas du tout dans le couloir, vous étiez complètement marginaux !*

Alors je vais te raconter la suite. La suite c'est que quand Krishna Meurti est parti, il n'a jamais eu de rendez-vous, ni avec Ben Salah, ni avec aucun officiel. Mais il m'a chargé de demander un rendez-vous avec Ben Salah. J'ai donc demandé un rendez-vous avec Ben Salah et je l'ai eu ! Parce que je venais d'être nommé à Tozeur et j'avais refusé, en 67. Ils ont créé un poste qui n'existait pas, pour pouvoir m'envoyer loin. Seulement la loi de la fonction publique précisait que les ingénieurs principaux ne pouvaient être envoyés dans des arrondissements de l'intérieur du pays qu'à la condition qu'ils soient dans le chef-lieu de l'arrondissement et qu'ils soient commissaire régional au développement. Alors moi j'ai dit au type : vous m'avez nommé commissaire régional ? Il me dit non, pas du tout ! Alors je lui dis : envoyez-moi votre garde nationale pour m'emmener et m'envoyer au poste parce que je n'irai pas de

moi-même. Alors Ben Salah me dit, qu'est-ce que tu fais maintenant ? Ils veulent m'envoyer à Tozeur ! Il m'a dit n'y vas pas.

H.A : *Moi j'aimerais savoir qu'elle était ta relation avec Ahmed Ben Salah.*

On s'est rencontré pour la première fois lors de la visite de René Dumont, en 1966. René Dumont est la bête noire des officiels tunisiens, mais ils étaient obligés de le recevoir. Donc ils le reçoivent à Dar El Maghrebia, à la maison des hôtes à Carthage. Il échange trois mots avec tout le monde et de but en blanc il dit : qu'est-ce que vous pensez du système agricole tunisien ? Dumont, enfant de salaud, il se tourne vers moi et dit « je ne peux pas vous en parler, demandez à Naccache, il connaît beaucoup plus que moi, il vous en parlera ». Ben Salah me regarde et dit : vous êtes toujours communiste ? Je dis oui, moi je ne trahis pas la classe ouvrière à tout bout de champ. On était au milieu du patio de Dar el Maghrebia et il y avait tous les ingénieurs, les techniciens, les officiels autour de nous. Au moment où je réponds à Ben Salah « je ne trahis pas la classe ouvrière à tout bout de champ », le cercle recule d'un pas. Et on reste au milieu à avoir une joute d'une demi-heure parce que lui adorait ça. Il adorait se bagarrer avec les gens. Il croyait toujours qu'il avait le dernier mot. Et ça ne l'intéressait pas d'avoir le dernier mot d'ailleurs, ce qui l'intéressait c'était la joute. Donc c'est ce jour-là que je l'ai connu personnellement. Et il en avait gardé un très bon souvenir. Je lui donne les rapports finaux du Projet. Il y avait un rapport par discipline, un rapport général, un rapport résumé du rapport général. Le rapport général faisait 300 pages, le résumé, 50 pages, et une présentation qui faisait 2 pages et un truc d'une demi-page. Comme ça, Krishna Meurti me disait, si le type à qui vous donnez le truc il voit 350 pages il va s'évanouir. Il faut lui donner d'abord un quart de page, et puis si ça l'intéresse, une page et demie et puis, 50 pages, etc. Donc je lui donne tout ça, il le pose dans un coin, il discute avec moi des coopératives et je lui dis : il y a quand même des problèmes... Il me dit : Des problèmes ? Oui oui ! Je lui parle un peu des problèmes et il dit : tu vas rentrer au bureau de contrôle des coopératives du nord.

Ben Salah me parachute au bureau en 67. Attention, il ne me parachute pas, il demande au sous-ministre de l'agriculture s'il n'y a pas de place par hasard disponible. Le mec me met là-dedans, le patron du bureau des coopératives du nord, le patron officiel c'est Abderrahmen Ben Messaoud un agro, qui est le gendre de Mohamed Ali Gasri (à l'époque directeur de la DST) et donc parent d'Ahmed Tliti. Le directeur français c'est Cherel, le même qu'on a connu, qui a créé les coopératives. Mon premier rapport est pris et froissé par Ben Messaoud qui dit : tu es fou ! Qu'est-ce qu'il y a de fou ? Tu es fou, ce n'est pas ça du tout ! Il ne faut pas faire de rapport comme ça ! Moi c'est tout ce que je sais faire ! J'ai fait un deuxième rapport que j'ai remis. Il me reprochait de

critiquer ! On ne se rend pas compte, nous vivions dans un pays où le mot de critique était banni. Moi je critiquais le fait par exemple qu'on donne des maisons aux gens qui n'ont pas assez d'argent pour payer le loyer et qui n'ont pas d'argent pour acheter des lits et des matelas. Donc c'est technique mais ce n'est pas bien. Et puis, je fais une étude de synthèse et je demande à partir au CERES.

Je donne l'étude de synthèse à Ben Messaoud et il dit « Ah, tu as encore fait un truc communiste ! » Et il me dit, le ministre est d'accord pour que tu ailles au CERES. J'ai dit d'accord, j'attends la mutation. Il a dit, non, vas-y tout de suite ! Résultat, je n'ai jamais été muté au CERES, je n'ai pas été payé pendant 6 mois et j'ai été renvoyé du cadre administratif par Ben Salah, ministre de l'économie et du plan, et non pas par Messadi, en 68. Détail important : Ben Messaoud est témoin au procès de Ben Salah en 70. L'essentiel de ses accusations vient du rapport que j'ai fait. Ce sont des petites satisfactions égoïstes, je reconnais, mais agréables. Un rapport bien pire que l'autre car je critiquais la primauté à la culture mécanisée. Ce rapport avait été écrit en 67, avant d'aller au Cérès. Ensuite au Cérès, en 6 mois j'ai fait 3 articles, j'ai failli me faire tuer par les chercheurs. Ils m'ont dit qu'est-ce que tu as, pourquoi tu vas si vite ? Après ça, après la dissolution des coopératives, les choses ne sont pas tout à fait rentrées dans l'ordre.

H.A : *J'ai une question directe et après une autre question qui va suivre. Pourquoi Ahmed Ben Salah a été déchu ?*

Alors, en 69, il se produit deux choses importantes. Ahmed Ben Salah a commencé par généraliser les coopératives au commerce. Elles étaient déjà généralisées à l'agriculture, il avait intégré dans le domaine toutes les grandes propriétés agricoles. C'était clair qu'on allait vers ça. Et il nationalise le commerce. Le commerce ce sont des gens qui se suicident dans la rue ! Et la révolte a commencé à gagner les campagnes et Bourguiba qui a ses conseillers, en dehors de toutes les instances, avec un corps d'anciens militants de chaque région qui lui donnaient la température. Ces gars-là lui ont dit, c'est fini, les gens parlent maintenant de révolution contre Bourguiba.

H.A : *Il était obligé de tout balayer ? Il ne pouvait pas changer de ministre et maintenir quand même le système de coopérative ?*

Il ne pouvait pas parce que c'était ce système qui a provoqué la révolte !

H.A : *Qu'est-ce qui a échoué ? Ben Salah ou le système des coopératives ?*

Les deux mon capitaine ! Ce qui s'est passé, c'est qu'à partir de 67, on a obligé les paysans à mettre dans les coopératives leurs cheptels. Et c'est là que ça a commencé à barder. Tant qu'ils gardaient leurs troupeaux, ça allait. Ils espéraient que ça irait. A partir du moment où on a commencé à les obliger à mettre leur troupeau là-dedans, ils ont commencé à les abattre eux-mêmes. Et l'année 69 a été une année dans laquelle on a dû abattre 500 ou 600 000 brebis. Les gens ont tué tout pour ne pas les mettre dans les coopératives. C'est la révolte ! Et Bourguiba a compris que le système avait échoué ! Qu'est-ce que tu veux sauver du système une fois que les gens se mettent à casser leur propre moyen de production ? Rien ! Très intelligemment, Bourguiba a jeté le bébé avec l'eau du bain et s'est débarrassé de Ben Salah. Et le pire, c'est qu'il a dit : Ce salaud m'a trompé ! Mais trompé sur quoi ? Je n'en sais rien, il ne nous a jamais dit sur quoi il avait été trompé. Bourguiba n'a jamais été d'accord sur rien ! Tu as dit toi-même c'était une solution par défaut ! Bourguiba est pragmatique. Il y a le système qu'il utilise qui est mauvais, ça ne marche pas, qu'à cela ne tienne, on lui propose un autre, on va essayer ! Il n'a aucun engagement avec toi. Il essaye ton système, s'il est mauvais il te coupe la tête et c'est tout ! C'est ça que les gens n'ont pas compris, Bourguiba était un monarque, il était un vrai tyran qui n'avait aucune responsabilité dans rien. Il n'y avait pas besoin d'être responsable. Il te dit, je vais t'emmener au paradis, même avec des chaînes, quand tu ne vaux pas le paradis, il te dit, ha le salaud il m'a volé les chaînes ! Et il trouve quelqu'un pour payer à sa place. D'ailleurs, Ahmed Nourreddine qui était ministre de l'éducation à ce moment-là je crois, a écrit une lettre à Bourguiba lui disant, si Ben Salah est coupable, je le suis aussi et tous les membres du bureau politique le sont aussi. Bourguiba l'a nommé ambassadeur à Rome. Il est resté un certain temps à refuser et finalement il est parti. Il n'y avait pas moyen !

H.A : *...et Bourguiba dit qu'il faut faire parce qu'à un certain moment il a fait confiance à Ahmed Ben Salah.*

Il n'a pas fait confiance à Ahmed Ben Salah ! Il a fait confiance à lui-même. Il croyait qu'il serait toujours maître de la situation, que personne ne pourrait le manipuler.

H.A : *Mais c'est quand même extraordinaire. On est là face à des personnages qui ont joué des rôles importants par hasard ou par volontarisme. Il y avait des processus économiques de formation de capitalisme agraire depuis au moins le début de l'époque coloniale sinon peut-être même un peu avant et on a un président qui n'assume pas ses responsabilités et on a la seule expérience, mis à part l'expérience coloniale, la seule expérience extrêmement importante qui a totalement bouleversé le visage agraire du pays, et puis on dit « oh c'est fini » !*

On a deux attitudes face à la coopérative. L'attitude de Ben Salah, qui, en même temps qu'il va faire la coopérative, va créer une classe de bureaucrates qui vont diriger le pays. Et Bourguiba, son attitude c'est : les coopératives, ça va me permettre d'unifier le tout sous la tutelle de l'Etat et de contrôler tout le pays. Peu importe que ce soient des coopératives ou n'importe quoi d'autre.

H.A : *Ça veut dire aussi contrôler l'appareil économique ?*

Il s'en fout de l'appareil économique ! Il est comme Olfa Teress. Elle dit, si la sécurité marche, l'économie marche. Bourguiba se dit, l'essentiel c'est de prendre cette poussière d'individu et d'en faire un troupeau malléable. C'est tout. Le reste ne l'intéresse pas. Il a essayé la coopérative, ça s'est avéré être une catastrophe, il a pleuré un peu sur les morts et puis il a continué d'une autre façon. Mais, en réalité, le Bourguibisme était mort à ce moment-là. Parce que c'est une méthode de gestion du pays qui n'a pas marché, qui ne peut pas marcher parce qu'encore une fois, on ne fait pas passer les institutions ou les formes organisationnelles avant le contenu. Si tu fais ça, à tous les coups tu te casses la gueule. Et il a fait ça ! Et ils ont fait ça ! et ils feront toujours ça, parce que ce sont des cons ! Parce qu'ils n'ont pas de culture et ils ne réfléchissent pas aux expériences des autres pays !

H.A : *Ahmed Ben Salah dans sa fameuse interview publiée dans Le Monde fait une comparaison assez intéressante. Il critiquait le modèle égyptien où les coopérateurs restaient propriétaires de leur terre et il disait clairement que là-dessus, le modèle des Kolkhoz était plus prometteur que le modèle égyptien. Donc il avait quand même connaissance d'un certain nombre de modèles ?*

Non mais tu te rends compte ce qu'il disait ? Le modèle des Kolkhoz c'est la pire des choses ! S'il nous avait dit, le modèle des Kibboutz est plus intéressant que le modèle des coopératives, ça aurait pu marcher ! Parce que dans les Kibboutz il y avait en plus une idéologie ! Les gars dans les Kibboutz, ils avaient le fusil et la pioche. Et donc ils croyaient qu'ils défendaient quelque chose. Ils ont cru à ce modèle et ce n'était pas simplement le fric ! Or dans le modèle coopératif, on dit aux gens, vous allez gagner votre vie, vous allez grâce à la propriété de la terre devenir riche et ils n'ont rien du tout ! Et ils ont un petit con qui vient de la ville qui ne connaît rien de la campagne qui vient leur donner des ordres et qui fout le camp avec l'argent. Au moins, avant, quand ils cultivaient leurs champs, ils avaient un peu de blé à manger ou à vendre. Là, il n'avait plus rien ! Donc, non ! Le problème chez Ben Salah justement c'est l'absence totale de connaissance de ce dont il parle. Il ne connaît pas le Kolkhoz. Pourquoi les Kolkhoz ont échoué ? Parce que ça s'est transformé en des trucs de grands coopérateurs et de petits. Il s'est remis à y avoir une lutte de classe à l'intérieur du Kolkhoz.

H.A : *Est-ce que a posteriori aujourd'hui, tu penses que le modèle chinois, une orientation plus chinoise de la politique agricole aurait mieux marché ?*

Moi je crois que l'agriculture c'est quelque chose de très compliqué. Tout se tient dans l'agriculture. Si tu gaspilles la terre, tu ne vas pas être capable de produire ce qu'il faut. Donc, à mon avis, il fallait remettre en cause déjà le dryfarming, il fallait remettre en cause la culture coloniale. Pourquoi l'agriculture coloniale était-elle basée sur les céréales ? Parce que ça se vendait en France. Parce que la Tunisie avait été dans le passé le grenier de Rome, que ça marchait très bien. Mais quand on est indépendant, pourquoi on va baser son agriculture sur la culture céréalière ? Quelle est la justification ? C'est ça le grand problème : il y a des décisions qui ont été prises, apparemment sans aucune justification. Au moment de l'indépendance, il fallait diversifier, diversifier à tout prix ! Et surtout, ne pas mécaniser comme ça ! Il ne fallait pas dépendre de l'étranger ! Tu te rends compte que le matériel agricole qui a été acheté a endetté le pays pour au moins 10 ans, si ce n'est pas plus... C'est énorme ! Un calcul économique de base : tu produis un quintal de blé avec, mettons, un 50^{ième} du tracteur. Donc il te faut 50 quintaux de blé pour avoir l'amortissement annuel du tracteur. Tant que ton cours mondial reste comme il est, ça va. Mais si, ou bien le cours mondial du blé diminue, ou bien la valeur des instruments mécaniques augmente, à ce moment-là, tu as ce qu'on appelle le ciseau des prix. Donc tu es fatalement, l'agriculture est fatalement la victime de la mécanisation.

H.A : *Est-ce que le Gilbert Naccache en 1964 pensait exactement comme ça ?*

Ah ça ! Je le pensais ! Je le pensais parce que j'étais tombé un jour sur un texte de Trotski sur les ciseaux des prix entre l'industrie et l'agriculture. Et ça m'avait passionné parce que Trotski disait : les prix de l'industrie progressent régulièrement en fonction de choses (matière première, etc.) et surtout de la force de revendication ouvrière. Les prix des produits agricoles diminuent régulièrement à cause de la demande qui est de plus en plus basse quand la production est plus forte. Donc les ciseaux des prix vont s'ouvrir et il y a un moment où les prix des produits agricoles ne permettront plus de faire face aux prix des produits industriels. Et ça, ça m'avait frappé. En plus, avec la céréaliculture, le rendement d'une ferme à Bou Salem était arrivé à 50 quintaux l'hectare du temps des Français. Avec les coopératives, il passe à 5 à 10 quintaux l'hectare. Même si les américains t'offrent le matériel mécanique...

H.A : *Oui mais en 1964, tu avais 26 ans ! Avoir une belle machine, ça ne t'a jamais passionné ?*

Non, non, jamais, au contraire ! Tu vois chez les agronomes, il y a deux catégories de gens. Il y a ceux qui sont passionnés par l'agriculture comparée et ceux pour qui ça n'a aucun intérêt, le seul intérêt c'est de produire plus. Nous, on savait que produire plus c'était un mauvais défi. Que le bon défi ce n'était pas de produire plus, c'était de produire mieux. On le savait ça, on l'avait appris à l'école avec Dumont ! Et donc, quand des gens nous disaient, on va acheter des machines ! On disait : mais demain la machine est en panne, qu'est-ce que tu vas faire ? C'est un truc tout bête ! Quand tu as des machines tu es obligé d'avoir des ateliers de réparation, quand tu as des ateliers de réparation tu es obligé d'avoir un stock de pièces de rechange ! Une machine, ce n'est pas la machine, une machine c'est 10 fois sa valeur pour qu'elle puisse travailler tranquillement. Quand tu achètes une machine, ce n'est pas trop, mais en fait c'est énorme ! Ça veut dire qu'on a été très tenté par les solutions chinoises. L'investissement travail, les travaux avec des animaux. Pendant très longtemps, on avait un raisonnement qui se tenait : on disait, ils ne produiront peut-être pas beaucoup mais au moins ils ne dépenseront pas beaucoup. Et comme ils ne dépenseront pas beaucoup, ils pourront manger !

H.A : *Est-ce que ce n'était pas démagogique ?*

Comment peux-tu penser une seconde que remplacer une machine qui va produire 15 tonnes par heure, la remplacer par des hommes qui vont produire 2 tonnes par heure, ce n'est pas démagogique ? Tu vas demander aux gens de travailler plus ! De se crever ! Tu ne vas pas leur dire je vous offre le paradis ! Tu vas leur dire ce qu'on ne peut plus leur dire maintenant : il n'y a que le travail qui paie ! L'un des gros problèmes qu'il y avait c'est que parallèlement à la machine, tu es obligé d'avoir la maison, de changer le mode de vie. Or, le paysan, de tout temps, quand est-ce qu'il construit sa maison ? Quand il a sa récolte ! Pas avant ! Il dort dans une tente jusqu'à ce qu'il ait la première récolte qui va lui permettre de changer sa tente pour une hutte ! Et ainsi de suite ! A la limite, Ben Salah aurait construit un gratte-ciel au pied d'un barrage que ça n'aurait pas été étonnant ! Regarde la théorie de Le Corbusier sur les gratte-ciels ! Ce serait formidable, tu aurais tous les agriculteurs dans le gratte-ciel et le matin ils descendent tous, ils vont en bus sur leur parcelle et ils font travailler des tracteurs téléguidés... C'est de la folie ! C'est de la folie parce que, d'abord, sur le plan philosophique, venir dire à quelqu'un que son travail n'a aucune valeur c'est une catastrophe. Parce que c'est la seule chose qui en fait quelqu'un qui est fier de lui. Et tu vas lui dire que ça n'a aucune valeur. Résultat : maintenant, va dire aux gens de travailler dans l'agriculture ! Va leur dire : allez ramasser les olives ! Va leur dire, je vous donne un chameau et une charrue, labourez-moi le champ !

H.A : *C'est à cause de la dévalorisation du travail agricole ?*

Bien sûr ! C'est la dévalorisation complète, pas seulement du travail, de l'agriculture ! L'agriculture ! Le mec il te dit : amène-moi la ville ici, à ce moment-là je verrai si je vais travailler ou non. Ils ont été complètement pourris. C'est une catastrophe ! Tu vas maintenant à Sidi Bouzid, tu dis mais où sont les agriculteurs ? Où sont-ils ? Qu'est-ce qu'ils font ? Qui s'intéresse à ça ? La seule chose qui les intéresse c'est quand ils vont vendre leur bout de terrain pour construire une maison ! Aujourd'hui je ne sais pas où sont les paysans, parce qu'il s'est passé quelque chose de terrible, à mon avis une grande catastrophe. L'agriculture coloniale était plus ou moins abandonnée, c'est-à-dire qu'on a laissé les choses aller et on a beaucoup investi, introduit des investissements dans la modernisation des techniques agricoles. En particulier des techniques d'élevage. Résultat, aujourd'hui, il y a plus de moutons qui sont élevés dans des maisons privées qu'il n'y a de moutons dans les champs. Il y a plus de vaches qui sont élevées par les gens dans leur maison... parce que le mouton ou la vache on va les nourrir avec quoi ? Avec les déchets du pain ! On va prendre des morceaux de pain et leur donner ! C'est de la nourriture compensée.

H.A : *C'est quand même un peu démagogique ! Je ne trouve pas ça normal, mais réduire toute cette transformation au fait que les gens jettent le pain...*

Non, ils ne jettent pas le pain ! Ils ramassent le pain pour nourrir les moutons donc ils ne dépensent plus d'argent, ils le gardent à la maison, 6 mois après ils le vendent. Ils n'ont rien dépensé pour lui pendant des années ou des bricoles ! Ce n'est pas qu'il n'y a plus d'agriculture, c'est que l'agriculture est devenue tellement mécanisée que c'est la seule qui marche. Je ne sais pas si j'ai encore un paysan qui attrape une pioche dans sa vie ! Je ne sais pas, faudrait voir ! Mais je pense qu'il y a encore les jardiniers. Les gens qui sont payés pour faire des jardins ou des choses comme ça, oui ! Mais des paysans je ne crois pas !

H.A : *Est-ce qu'il n'y a pas une contradiction entre les G. Naccache de 1964 par rapport à la mécanisation etc... et le G. Naccache devant moi aujourd'hui qui dit qu'on peut se passer du travail ?*

On ne peut pas se passer du travail ! En 63-64, je croyais à la lutte des classes. Et je croyais que la solution des conflits serait dans le changement des classes dirigeantes. Je suis bien obligé de me dire aujourd'hui que c'est une vue de l'esprit qui était valable au 19^{ème} siècle parce que, à l'époque, effectivement, il y avait une place ouvrière qui aurait pu se transformer en classe dirigeante. Mais maintenant il ne va plus y avoir de classe ouvrière. La lutte des classes c'est quoi ? De qui contre qui ? C'est plus la lutte des classes, donc maintenant ça va être les conflits qu'on va avoir pour résoudre les problèmes. Le conflit entre autres liés au changement climatique.

H.A : *Qui est Slah Amami ?*

Slah Amami c'est un camarade, un collègue, un condisciple. On a fait l'agro ensemble. Lui il venait de Bordeaux et moi j'avais fait ma prépa à Paris. On a sympathisé et on a passé disons de 61 à 67 pratiquement tout notre temps ensemble, on ne faisait rien sans en parler à l'autre. En 68 je suis arrêté, et lui échappe à l'arrestation. Il y échappe parce que disons qu'on ne l'a pas impliqué, il l'a assez mal vécu, le fait de ne pas être en prison. On avait essayé de laisser de côté tous les gens qu'on pouvait et lui on y a réussi avec la complicité de Mohammed Ali Gasri. Un jour, je suis convoqué, on me sort de la prison et on me monte directement dans le bureau de Mohammed Ali Gasri, le chef de la DSE. On parle, de choses et d'autre et le gars me dit à brûle pourpoint, c'était pas du tout le sujet : Et Amami tu le connais ? Bien sûr je le connais ! Tu lui as prêté une machine à écrire ? J'ai compris tout de suite. Je lui ai dit : oui ! Pour taper ses rapports ? Oui ! Il m'a fait répéter ça devant le secrétaire qui était entrain d'écrire. En somme, ils ont trouvé une machine à écrire chez Amami, qui venait de moi. Ils n'ont jamais trouvé un cadre. Il y avait un cadre, un petit cadre qui faisait 40cm sur 20cm et qui contenait une photo de paysage très belle. S'ils avaient touché à ce cadre, ils se seraient aperçus que ça se levait et que le cadre était une ronéo vietnamienne. Et cette ronéo vietnamienne avait travaillé, donc il aurait été en prison. Les rares fois où on a eu à se voir à partir de ce moment-là, je râlais parce qu'il est resté sur les idées qu'on avait en 63-64, il parlait encore en 80 de l'investissement travail, des méthodes artisanales pour tirer l'eau, etc. Et moi je disais non, c'est fini ! La modernité est rentrée dans toutes leur vie.

H.A : *Et Habib Attia ?*

Habib Attia, on a travaillé avec lui dans un projet sur la Tunisie centrale. On s'est retrouvé avec Krishna Meurti sur un accord parfait pour chercher à chaque fois l'homme idoine pour faire quelque chose. Habib Attia, c'est moi qui ai tenu à le faire rentrer au projet de Tunisie centrale parce qu'il connaissait par cœur les steppes, tous les agriculteurs, tous les éleveurs. Même s'il mettait du désordre dans ses fiches c'était très important qu'il soit là. Pas de proximité politique entre nous. Enfin oui si tu veux, on a la même formation de base. Mais on s'était quitté en 58, lui est resté membre du parti communiste, moi j'ai évolué. Mais, on avait la même façon de prendre les problèmes économiques c'est-à-dire de chercher la base matérielle sur laquelle était construite la chose et d'essayer de voir si on pouvait ou non agir sur cette base. Avec Metteo ça a été un truc inouï parce que le gars nous apportait la compréhension du terrain du paysan. Il nous apportait un truc de plus, c'est-à-dire, l'idéologie de ce qu'on faisait. On n'était pas communiste. Ni Habib, ni moi. On n'était pas

économiste, on était des gens qui cherchaient quelque chose pour sortir la Tunisie ou la région du pétrin où elle était. On était prêt à n'importe quoi !

H.A : *A l'époque tu étais capable de réfléchir autrement qu'en tant que Marxiste ?*

Tout ce que j'ai fait dans le projet, je ne l'ai pas fait en tant que marxiste ! On a élaboré un projet de développement de toute une région, basé sur l'absence de considérations de classe. On ne s'est pas posé la question. On ne s'est pas dit, il y a des riches et des pauvres. On s'est dit : quel est le moyen d'empêcher 500 000 moutons de mourir une fois tous les 5 ans ? Voilà le point de départ. Tous les 5 ans, un troupeau est décimé. C'est la capacité maximum qu'on évaluait à cette époque de la production en Tunisie centrale. Tous les 5 ans, il y avait une sécheresse, au cours de laquelle, 99% des moutons mourraient, et ceux qui ne mourraient pas c'est qu'ils étaient tués avant. Donc l'année d'après, on commençait à reconstituer le troupeau. La deuxième année, la base du troupeau est constituée et va se reproduire et la troisième et quatrième année, il va atteindre les 500 000. Et la 5^{ème} année, paf !

En gros, les gens qui estiment la valeur de l'eau à la valeur de la chose qu'elle permet de produire ne tiennent pas compte de ça. Ils ne tiennent pas compte de ce que représente pour une région la perte totale d'un troupeau 1 an sur 5. C'est très simple. Ça représente pratiquement 300 000 moutons de perdus par an. Donc, quand tu fais les calculs, quand tu établis que tu n'arriveras plus à les perdre, tu t'aperçois que tu gagnes beaucoup plus avec ça, avec ce système, qu'avec n'importe quel autre. Mais ça, les techniciens de l'agriculture n'ont pas été capables de le comprendre. Et Ben Salah non plus, mais de toutes façons il n'a même pas cherché à comprendre.

Quand tu poses ce problème, tu ne te demandes pas si les riches pourront profiter ou les pauvres en profiter, tu te dis d'abord sauver les moutons. Ensuite, les gens vont trouver un moyen de s'entendre. Mais de toute façon, le riche qui a, mettons, un troupeau de 150 brebis, qui grâce à toi, a tous les ans ces 150 brebis. Tu crois vraiment que ça va le déranger que le gars qui a 4 brebis en ait 8 au lieu de 4 ? Il n'y a pas de raison ! Au contraire ! Ça paraît aller de soi que la richesse commune, l'augmentation de la richesse commune va permettre à tout le monde d'avancer plus. Bien sûr les riches seront beaucoup plus riches que les pauvres, mais les pauvres ne seront plus pauvres. Ils trouveront donc un moyen pour résoudre les problèmes et les rapports entre eux. Même s'ils décident de s'entretuer ce n'est pas à nous de décider. Nous, en tant que techniciens du développement, notre apport, notre travail c'est d'empêcher que les moutons meurent.

H.A : *Est-ce que tu sais encore distinguer le blé en herbe de l'orge ?*

Je n'ai jamais su. Je n'ai jamais su, pour une raison très simple. D'abord moi je n'ai jamais été agronome de terrain. J'ai toujours manié des choses énormes, des concepts. Mais surtout, tu t'aperçois que les gens de terrain c'est très difficile de les faire évoluer vers autre chose. Donc, ce n'est pas en te mettant à leur niveau du terrain que tu peux les faire évoluer, mais en leur offrant d'autres perspectives. Evidemment, je plaisante, hein, le blé en herbe je sais le distinguer de l'orge ! Mais en leur disant qu'ils sont capables de comprendre des choses qu'ils croyaient ne pas être capables de comprendre, tu leur apportes beaucoup plus qu'en leur disant, j'ai compris votre truc de blé et d'orge. Moi je crois que les gens qui savent, qui savent n'importe quoi, ont une seule obligation morale ; c'est de transmettre ce qu'ils savent à d'autres. Le reste, ce n'est pas important.

H.A : *Que pensez-vous des politiques agricoles actuelles ?*

Je voulais dire que la politique agricole après les coopératives a été, en gros, une politique favorable aux gros propriétaires et à la grosse production. Ça n'a pas permis de sortir des problèmes qu'avaient la Tunisie. D'ailleurs maintenant tu vois la situation, on a une récolte record, on n'a pas où la stocker. On a une récolte de pêches record, on est obligé de jeter les pêches. Ça veut dire que c'est des gens qui ont réfléchi à rien. Ce n'est pas possible ! Surtout qu'aujourd'hui, tu aurais fait une usine ou deux usines de fabrication de jus, tu aurais eu les meilleurs jus de pêches du monde et tu revends ça à n'importe qui !

[...] Avant de terminer l'entretien, Gilbert Naccache nous raconte une anecdote pour illustrer l'absurdité de certaines décisions politiques...

Je suis dans le bureau de Slah Ben Said, le patron de la Direction de la Production Animale et Végétale. On discute, et le gars me donne un travail, il voulait que je lui fasse un tableau d'un croisement d'absorption d'une vache hollandaise avec un taureau tunisien. C'est absurde, c'est des calculs qui ont été fait mille fois. On était là, puis Combremont³ passe dans le couloir. Slah Ben Said l'interpelle et lui dit : Monsieur, dites-moi quel est le rendement des oliviers de Sfax ? Ben vous savez, à Sfax, ils ont des rendements une année sur deux ! Combien ? On peut dire que l'olivier adulte peut rapporter 120kg, donc un an sur deux ça fait à peu près 60kg. Hé bien 60 kg a été la norme officielle adoptée dans tous les documents du ministère de l'agriculture !

[...]

1 **Gilbert Naccache**, né en 1939, est incontestablement l'une des figures emblématiques de la gauche tunisienne. Il était cofondateur du mouvement *Perspectives* ; un mouvement d'extrême gauche qui était très actif surtout pendant les années 1960 et 1970. Mais si les tunisiens connaissent plus ou moins bien l'itinéraire politique de l'homme et, pour certains, ses écrits, dont son « roman » *Cristal écrit en prison*, peu connaissent l'agronome Gilbert Naccache et encore moins ses fonctions au sein du ministère de l'agriculture, pendant les années 1960, qui lui ont permis d'être un « témoin actif » de l'unique expérience collectiviste (dite aussi l'expérience des coopératives) mise en place par Ahmad Ben Salah.

C'est donc plus à Gilbert Naccache, témoin actif de l'expérience collective qui reste encore trop peu étudiée et débattue, qu'au militant politique, que nous avons demandé et obtenu cet entretien « exclusif » pour l'Observatoire de la Souveraineté Alimentaire et de l'Environnement (OSAE).

L'entretien filmé a été réalisé début juillet 2019 chez Gilbert Naccache qui en a relu et corrigé la retranscription. Il a été préparé et conduit par Habib Ayeb et Max Ajl. Ernest Riva a réalisé l'enregistrement vidéo et Cécile Jeanmougin a retranscrit l'intégralité de l'interview.

La couverture et l'édition de cette publication est réalisée par Ernest Riva (OSAE).

***Pour éviter tout risque de mauvaise interprétation, nous avons fait le choix de garder le style « oral » de l'entretien.*

2 Jacques Chérel : Ingénieur agronome. Expert de coopération technique auprès du Secrétariat à l'Agriculture du gouvernement tunisien. Études : Projets de mise en valeur et modernisation rurales en Tunisie, au Maroc et à Madagascar. https://www.persee.fr/doc/AsPDF/tiers_0040-7356_1964_num_5_18_1022.pdf

3 Combremont : UNESCO. - CRUESI., Tunis